

Le club de tennis de La Baule joue une rude partie en coulisses

L'association qui gère le Sporting et le Garden (800 adhérents, 800 000€ de chiffre d'affaires) se déchire. Un collectif a essayé de renverser le bureau en assemblée générale et poursuit son pilonnage. Le président résiste.



Stéphane Izrael, à gauche, un des principaux meneurs avec une quinzaine de membres du collectif Nouveau souffle, mardi 20 février, devant les locaux du club de tennis. | DR.

Ouest-France **Michel ORIOT**. Publié le 22/02/2024 à 08h00

Le tennis est un sport de fair-play.

Mais tous les joueurs de tennis ne sont pas cool en dehors des courts. La partie qui se joue depuis plusieurs mois entre des contestataires et le comité directeur du La Baule Tennis-club frise le hors-jeu permanent, avec des coups bas et même une tentative de putsch.

La partie émergée de ce bras de fer ?

L'assemblée générale du 27 janvier : six heures d'échauffourées, avec présence de la police municipale, d'un huissier requis par le collectif d'opposants, Nouveau souffle (comptant une centaine de membres), et un bureau qui a été mis sur le gril en permanence...

Les colts sont de sortie...

Depuis 2020, le club de tennis est en ébullition. La mairie, propriétaire, a réalisé [des travaux pharaoniques au Sporting](#) qui s'ouvre au tennis, [au squash, au padel](#), pour 2,7 millions d'euros.

Les deux sites, le Garden et le Sporting ?

Un modèle du genre que la mairie souhaite voir utilisé au mieux par le club qui ne recevra plus de subventions. Il faut donc une gestion saine pour ce fleuron de tout l'ouest de la France : des courts de terre battue à faire rêver, une quinzaine de salariés à l'année plus une vingtaine de saisonniers l'été ; 700 à 800 adhérents et près de 800 000€ de chiffre d'affaires annuels en 2023.

Après un tangage et deux présidences fugaces, un nouveau bureau est élu en 2021, plaçant à la présidence un parent de l'école de tennis, Jean-Philippe Rault. Ce cadre commercial est bien décidé avec le nouveau bureau à satisfaire la mairie et mettre **tout au carré comme dans une entreprise** pour retrouver de la trésorerie : **Quand on est arrivé, il n'y avait plus de trésorerie, et on avait une dette de 100 000€.**

Quatre pros du tennis débarquent de Paris

À ce moment, deux couples débarquent de Paris pour vivre à La Baule : deux joueuses de tennis amies, Sarah Pitkowski avec son mari Olivier Malcor, ex-160^e mondial et 13^e joueur français, et Émilie Loit et son mari William Bigot. Les hommes, entraîneurs renommés, veulent créer une académie, Tennis camps, pour entraîner les joueurs de haut niveau à La Baule.



L'équipe du La Baule TC avec l'arrivée du président, Jean-Yves Rault, en 2021 : Stéphane Godin, coordinateur padel ; Olivier Malcor, directeur du club ; Amalia Guiton, responsable administrative ; Jean-Philippe Rault, président, et William Bigot, coordinateur sportif. | ARCHIVES OUEST-FRANCE

Ils rentrent dans l'association comme conseillers prestataires de services et l'association, en accord avec la mairie, **voit un moyen de la booster**. Les deux hommes tiennent leur structure privée d'entraînement et conseillent le club. Mais l'arrivée des Parisiens n'est pas appréciée.

Le club, durant ce temps, fait le ménage. Le comité directeur décide de trouver des liquidités pour renflouer les caisses vides, et s'attaque aux stages libéraux des moniteurs durant l'été (certains gagnaient entre 8 000 et 10 000 € par mois durant l'été, affirme [Stéphane Izrael, un joueur](#) très actif dans le collectif). Les moniteurs passent en régime de salariat à l'année (mais peuvent néanmoins donner des cours individuels en libéral).

En fait, le club ne profitait pas des stages durant l'été, alors que c'est une structure associative et un outil du contribuable, plaide le président. Les finances se relèvent d'un coup. Mais des licenciements et des départs s'enchaînent. Les trois jardiniers quittent les courts et leur fonction est externalisée. **Le club économise ainsi 25 000€ par an**, calcule Jean-Philippe Rault.

La prof de padel, qui gérait l'école et sa centaine d'élèves, refuse d'être salariée (elle était payée par sa propre association). Là encore, le club ne recevait **que des redevances**, pas les fruits des heures de cours. Les contestations naissent, les relations s'enveniment avec les deux entraîneurs privés conseillers qui partent.

Des dépôts de plainte à gogo...

Le prof de squash et taulier du club-house est remercié, il réclame des heures supplémentaires aux prud'hommes. La colère monte et un moniteur du club vient de faire, mardi 20 février, l'objet d'un entretien préalable à un licenciement. Ajoutons qu'un éducateur a fait l'objet d'un dépôt de plainte, qu'une salariée a porté plainte contre un membre du collectif qui aurait eu un geste déplacé, que le président a porté plainte pour vol du fichier client qui aurait servi au collectif à lancer des mails et SMS...

Lors de l'assemblée générale, le comité directeur a évité le coup d'État qui se préparait en réduisant le nombre de membres entrants. Le collectif crie, avec Stéphane Izrael, à la **fraude électorale** avec **plus de dix pouvoirs, comme celui de mon fils, qui ont été refusés**.

Selon Jean-Philippe Rault, **il fallait être à jour de sa cotisation, ceux qui ne payent pas ne peuvent pas voter**. Le président voit des **intérêts particulier et du copinage** dans cette fronde, au moment où les comptes du club passent de 500 000€ en 2020 à 800 000€

en 2023. Il craint que le collectif finisse par laisser la municipalité qui préférera une délégation de service public avec un organisme privé. Et là, ce ne serait plus le même prix pour les licenciés du club.

Jean-Philippe Rault, le président du La Baule Tennis-club.

